



HAL
open science

L'écosystème de l'archéologie française mis en place à l'île de La Réunion

Edouard Jacquot, Virginie Motte, Jonhattan Vidal

► **To cite this version:**

Edouard Jacquot, Virginie Motte, Jonhattan Vidal. L'écosystème de l'archéologie française mis en place à l'île de La Réunion : L'expérience du dernier-né des services régionaux de l'archéologie (2010-2019). *Les Nouvelles de l'archéologie*, 2019, Les Nouvelles ont 40 ans, 157-158 | 2019, 10.4000/nda.7331 . hal-03018213

HAL Id: hal-03018213

<https://hal.science/hal-03018213>

Submitted on 1 Dec 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'écosystème de l'archéologie française mis en place à l'île de La Réunion

L'expérience du dernier-né des services régionaux de l'archéologie (2010-2019)

Édouard Jacquot

CONSERVATEUR EN CHEF DU PATRIMOINE, MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES D'ÎLE-DE-FRANCE
EDOUARD.JACQUOT@CULTURE.GOUV.FR

Virginie Motte

CONSERVATRICE RÉGIONALE DE L'ARCHÉOLOGIE, MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES DE LA RÉUNION
VIRGINIE.MOTTE@CULTURE.GOUV.FR

Jonhattan Vidal

INGÉNIEUR D'ÉTUDES, ADJOINT À LA CONSERVATRICE
RÉGIONALE DE L'ARCHÉOLOGIE, MINISTÈRE DE LA CULTURE,
DIRECTION DES AFFAIRES CULTURELLES DE LA RÉUNION
JONHATTAN.VIDAL@CULTURE.GOUV.FR

À l'occasion des quarante ans des *Nouvelles de l'archéologie*, revue qui a accompagné l'organisation et la professionnalisation de la discipline sur le territoire national, qu'il soit permis d'aborder son cadre actuel à travers une expérience originale, celle du dernier-né des services régionaux de l'archéologie, créé en 2010 à La Réunion. Si l'idée même de fouiller le passé d'une île découverte il y a quelques siècles laissait autrefois perplexe, la résolution d'y développer durablement une telle activité n'allait certainement pas de soi jusqu'à cette dernière décennie. Pour relever ce défi, les acteurs de l'archéologie à La Réunion ont tout à la fois fait leur le désir d'histoire et de mémoire des îliens, et déployé les outils administratifs et logistiques nécessaires à un territoire en plein aménagement. Il leur fallait en cela accomplir la volonté conjointe de la double hiérarchie que représentent la sous-direction de l'archéologie au sein de l'administration centrale de la Culture et sa représentation déconcentrée sous l'autorité du préfet de région. La Réunion, qui participait déjà depuis 2005 au financement de l'archéologie préventive, bénéficie aujourd'hui d'un accès équitable à ce service public et aux progrès qu'il a accomplis.

Une longue attente

L'archéologie à La Réunion s'est très peu développée avant les années 2000. Le fait que, en l'état actuel des connaissances, cette île de l'océan Indien n'ait pas été peuplée avant la période moderne, et que longtemps l'archéologie française se soit arrêtée au Moyen Âge, a conduit l'administration à ne pas la doter des services équivalents à ceux dont étaient équipées les régions de métropole, puis d'outre-mer. En 1972, un correspondant des antiquités a bien été nommé et un volontaire à l'aide technique

missionné dans l'île pour vérifier la possibilité d'une occupation ancienne sur des sites signalés par la tradition, ou encore trouver les rares vestiges plus récents alors considérés dignes d'intérêt, sans suite. Jusqu'au milieu des années 1990, les affouillements présentés comme de l'archéologie, avec parfois des autorisations préfectorales pour la forme, faute d'un véritable contrôle sur le fond, se résument presque exclusivement à la chasse aux trésors de pirates, ou aux reliques de marrons, ces esclaves ayant fui les plantations pour vivre librement à l'intérieur de l'île. Malgré la mission d'un premier archéologue en 1995-1996, malgré le soutien apporté aux associations locales qui mettent en place les premières opérations sous-marines ou terrestres scientifiques à La Réunion, telle la fouille du Petit Brûlé à Sainte-Rose (Gutierrez 2010), ou l'accompagnement du projet Tromelin dès 2004, la direction régionale des affaires culturelles ne parvient pas à développer l'archéologie à La Réunion. Dans les années 2000, elle tente d'y créer un poste, sans succès. Le territoire pâtit à la fois des hésitations des instances nationales et de l'absence d'archéologue dans l'île. Alors qu'en Guyane et aux Antilles la présence d'équipes travaillant sur le terrain a favorisé la structuration d'une archéologie de la période coloniale, un tel noyau manquait assurément à La Réunion pour incarner la discipline et entraîner la décision de la doter d'un service dédié.

Cette étape est enfin franchie en 2010. La nomination d'un conservateur du patrimoine chargé de créer le service régional de l'archéologie (SRA) résulte de la convergence des visions du sous-directeur de l'archéologie, du préfet de région, d'intellectuels et de militants réunionnais et de parlementaires multipliant les interventions à l'adresse du ministre de la Culture. Le sauvetage urgent réalisé en 2007 au cimetière marin de Saint-Paul, suite à l'érosion provoquée par le cyclone Gamède, avait largement contribué

à cette prise de conscience. Rendez-vous fondateur pour l'archéologie de l'île et première opération organisée par le nouveau service, la reprise de sondages sur ce site apporte en 2011 ses premiers résultats scientifiques majeurs à l'histoire de La Réunion par la mise au jour de sépultures d'esclaves (Bizot *et al.* 2012, Jacquot 2014).

Dès sa création, le SRA entreprend de mettre en place ce qui, pendant quarante ans, avait fait défaut à ce département d'outre-mer : un écosystème organisationnel dans lequel la société civile entre en résonance avec le service public, condition essentielle pour pérenniser l'activité archéologique et légitimer le développement de ce nouveau service. Les contraintes étaient d'autant plus fortes que le cadre actuel de la discipline est structuré, voire un peu rigide, et ne favorise pas d'emblée une telle émergence. L'enjeu était de lui apporter assez de souplesse pour installer et consolider l'archéologie régionale afin qu'elle atteigne rapidement les standards du cadre national (Jacquot 2011).

Explorer La Réunion

Le premier défi du service a été de structurer une programmation scientifique de l'archéologie à La Réunion.

Le conservateur régional de l'archéologie s'est appuyé à l'origine sur le projet de recherche d'une jeune archéologue réunionnaise, Anne-Laure Dijoux, dont la thèse de doctorat à l'université Paris 1 portait sur l'archéologie du marronnage et le peuplement des Hauts de l'île. Ce travail, qu'elle n'avait pas pu accomplir auparavant faute d'instruction de ses demandes, a été réactivé et a entraîné l'archéologie réunionnaise dans un tournant déterminant. Les données inédites mises au jour au cours des expéditions pionnières menées dans des conditions extrêmes en 2011 et 2012 sur le site de la « Vallée secrète », à Cilaos (fig. 1), représentent non seulement les premiers témoins matériels de l'habitat et de l'alimentation des esclaves fugitifs dans les hautes montagnes de La Réunion, mais démontrent définitivement l'intérêt d'une recherche scientifique de terrain pour la connaissance du passé de l'île (Dijoux 2014, 2016).

Avec la « Vallée secrète », c'est une découverte aussi extraordinaire que singulière qui hisse les couleurs de l'archéologie insulaire. Il s'agit désormais d'explorer l'ensemble des Hauts, en lien avec les autres sciences qui en étudient le patrimoine culturel et naturel, et de comprendre l'occupation de ce territoire géographiquement identifié au cours d'un intervalle chronologique connu, c'est-à-dire des débuts du marronnage, au XVIII^e siècle, jusqu'à l'optimum du peuplement créole des Hauts, à la fin du XIX^e siècle, avant l'exode rural de la deuxième moitié du XX^e siècle. Pour cela, la direction des affaires culturelles (DAC) de La Réunion noue des partenariats durables avec le parc national de La Réunion (PNRUN), le service régional de l'inventaire, ainsi que l'Office national des forêts, qui coordonnent leurs ressources et leurs expertises sur ce territoire complexe. Depuis 2018, un protocole d'enrichissement de la carte archéologique guide notamment les agents du PNRUN dans l'enregistrement d'observations sur le terrain et leur transmission au SRA.

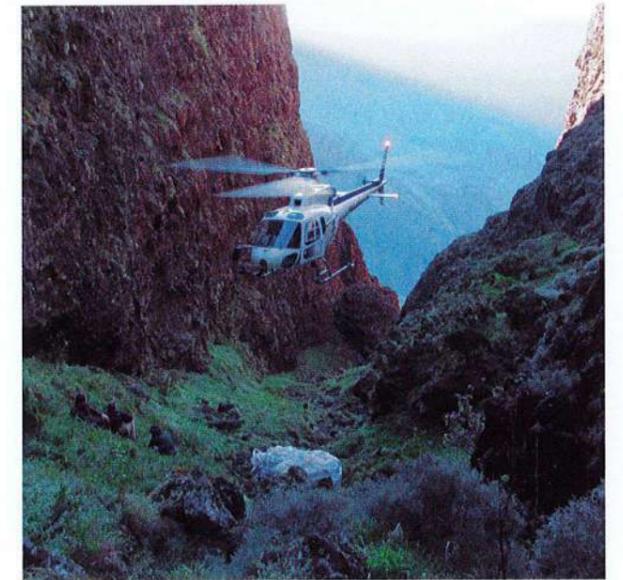


Fig. 1. La Réunion, expédition archéologique dans la « Vallée secrète » (2011). © Photographie Anne-Laure Dijoux/université Paris 1.

Des relevés LiDAR héliportés sont réalisés sur le massif du Piton des Neiges dans le but de modéliser les traces de l'occupation humaine des Hauts de l'ouest, territoire de montagne rude et pourtant fortement anthropisé. L'acquisition des données a été lancée en 2012 et leur exploitation scientifique entreprise à partir de 2018. Ce travail sur la durée permet aujourd'hui de mettre en évidence des indices d'occupation et de guider un programme de prospection pédestre afin de les vérifier. Des sondages sont réalisés également sur le massif du Piton de la Fournaise, afin de caractériser la fréquentation anthropique des nombreuses cavités basaltiques. Grâce à une connaissance empirique du terrain, des opérations sont menées dans la Rivière des Remparts¹ au Bras de Caron (Dijoux 2016), ou dans la caverne dite Lépinay, perturbée au début des années 1980 (Ferrandis 2016). Elles montrent notamment que les différents groupes humains ayant cherché refuge dans ces hautes montagnes (marrons, chasseurs de marrons, créoles des Hauts dits « petits blancs », braconniers, etc.) peuvent y avoir laissé une signature archéologique semblable. Sur la base des sources historiques, d'autres opérations ont lieu sur la Plaine des Remparts. Dans la caverne de Cotte, mentionnée comme un repaire de marrons, apparaissent deux phases d'occupation saisonnière peut-être liées à la chasse aux oiseaux (Ferrandis 2018). Dans la caverne des Lataniers, refuge d'étape connu des premiers explorateurs du Volcan (Motte 2018), une stratigraphie très bien conservée témoigne d'une occupation continue sur plusieurs siècles, et des roches gravées portent les inscriptions de nombreux visiteurs soucieux de laisser une trace durable de leur passage (fig. 2).

1. Un rempart désigne à La Réunion une haute falaise sub-verticale.

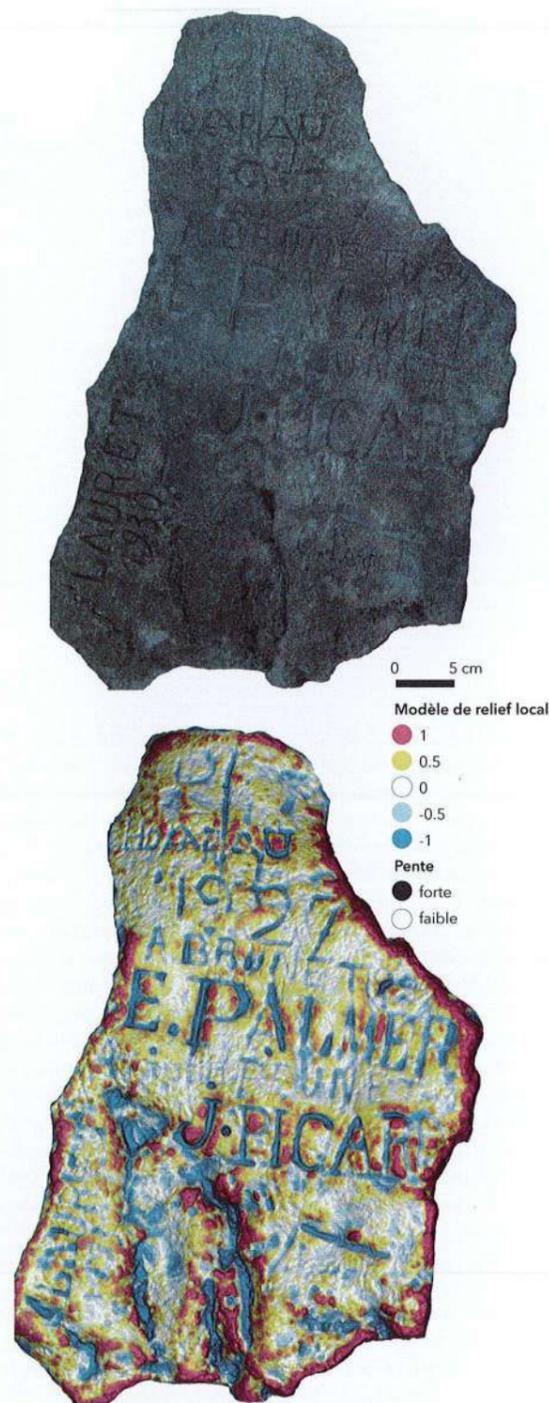


Fig. 2. La Réunion, une pierre gravée de la caverne des Lataniers (2019). © Photogrammétrie Jonhattan Vidal/direction des affaires culturelles de La Réunion.

Pour programmer la recherche dans les Bas de l'île, le SRA se rapproche d'abord des acteurs locaux de la culture qui relaient une forte demande mémorielle. Le conseil départemental de La Réunion accomplit ainsi au Lazaret 2 de

la Grande Chaloupe une véritable démonstration scientifique sur un site symbolique de l'histoire des Réunionnais, mettant au jour d'émouvants objets témoignant des voyageurs ou migrants qui ont transité par cet établissement sanitaire des XIX^e et XX^e siècles (Dijoux *et al.* 2013).

Le SRA a pu ensuite activer des interventions qui s'inscrivaient dans les projets professionnels et personnels d'archéologues formés et motivés, présents à La Réunion, ou souhaitant y revenir. C'est ainsi que Morgane Legros, dont la thèse de doctorat à l'université Rennes 2 porte sur la culture matérielle et le peuplement des Bas de l'île, s'est vu confier la réalisation de sondages sur un poste de vigie au Cap Champagne à Boucan Canot (Legros 2018a) et dans les cachots de l'ancienne léproserie de Saint-Bernard à La Montagne (Legros 2018b) ainsi que l'étude de mobiliers issus d'autres opérations. Ce travail contribue à constituer un corpus typo-chronologique inédit de céramiques et de verre, appelé à servir de référentiel pour les opérations à venir. Il documente pour la première fois la culture matérielle de l'île pendant trois siècles d'échanges avec la métropole et le reste du monde, et dévoile la vie quotidienne de ses habitants.

Enfin, le service impulse des opérations s'attachant à un enjeu scientifique de première importance à La Réunion : celui d'éventuels peuplements antérieurs à l'arrivée des Européens dans l'océan Indien en 1498. Si l'on sait que les Arabes connaissaient l'île, il n'existe pas de témoin matériel d'éventuelles escales, dont les traces directes seraient discrètes et difficiles à retrouver tant le littoral a été érodé ou remanié. Une opération menée à la demande du SRA pour documenter archéologiquement le Puits dit arabe à Saint-Philippe confirme que cette structure remonte en fait à la période contemporaine et doit son qualificatif à un mode d'accès en escalier rencontré dans le monde arabe (Prié 2016).

L'approche environnementale représente un enjeu important pour l'archéologie insulaire. En effet, la faune et la flore, rares et fragiles, décrites par les premiers Européens à aborder l'île sont des indices qui vont dans le sens d'une absence d'occupation durable par une population ancienne, qui aurait nécessairement laissé une empreinte environnementale significative. Encore faut-il disposer de points de référence pour pouvoir mesurer d'éventuelles variations. Tel était l'objectif de l'opération de prélèvement paléobotanique sur la paléoforêt de la Rivière des Galets, coordonnée en 2013 par le SRA, le PNRUN et le Muséum d'histoire naturelle de La Réunion. Il s'agit d'un ensemble d'arbres morts il y a 1500 ans, 1000 ans donc avant la première présence humaine connue sur le territoire. Conservés à l'état organique dans les sédiments du cours d'eau et dégagés par une crue cyclonique (fig. 3), ces bois forment un site exceptionnel qui a pu être documenté de façon pluridisciplinaire (Ribes-Beaudemoulin *et al.* 2016, Lachery 2018). Depuis, le SRA entreprend la constitution de référentiels archéobotaniques (palynologie, carpologie, xylogie et anthracologie) pour pouvoir exploiter les données environnementales découvertes lors des opérations archéologiques et étudier l'impact de l'être humain sur l'environnement de l'île depuis son arrivée.

Travailler sur le premier peuplement de La Réunion signifie aussi s'intéresser aux premières traces de la colo-

nisation définitive de l'île par les Français au XVII^e siècle. La vérification archéologique du site dit du Vieux Saint-Paul a ainsi permis de faire la part entre la légende et la réalité, en étudiant notamment la ruine d'un édifice carré supposé être la première chapelle de l'île et qui s'identifie plus probablement à un bâtiment de stockage agricole du XIX^e siècle (Peixoto *et al.* 2016).

Déployer l'archéologie préventive

Le deuxième défi du service a été de déployer le service public de l'archéologie préventive dans l'océan Indien. En l'absence de ce dispositif, les débuts sont marqués par les signalements de découvertes fortuites, notamment de restes humains dont la mise au jour est rapidement et largement relayée, en raison de l'émotion qu'elle provoque. Les archéologues assurent leur traitement matériel, en ayant bien conscience qu'il demeure indissociable d'un traitement spirituel, dans le contexte multiconfessionnel de l'île, où la mort confère systématiquement une dimension sacrée. Le service devait également intervenir face à des aménagements décidés avant sa création et gérer (à l'ancienne) de nombreux sauvetages urgents et surveillances de travaux, tout en préparant l'arrivée de l'archéologie préventive.

Le projet de la nouvelle route du littoral est le déclencheur de la mise en place du service public. Ce diagnostic hors-norme comportait une partie sous-marine, la première en France, et une partie terrestre, concernant les vestiges d'une batterie côtière sur le littoral de La Possession (Romon 2013). Soucieux de démontrer localement l'intérêt de la démarche ainsi que d'assurer une montée en puissance progressive de cette nouvelle région pour l'Institut national de recherches archéologiques préventives (Inrap) chargé de réaliser les diagnostics, le service a, dans un premier temps, prescrit sur des vestiges en partie documentés. Le diagnostic de l'ancienne sucrerie de Grand-Fond à la Pointe des Aigrettes, à Saint-Paul, a ainsi donné lieu à la première fouille préventive, mettant en évidence huit phases de fonctionnement de cet établissement, entre 1834 et le milieu du XX^e siècle, et illustrant les évolutions techniques et économiques de cette industrie dans l'île (Etrich 2016).

Le potentiel archéologique de La Réunion démontré, les missions accomplies par le SRA dans le cadre de conventions avec la direction des affaires culturelles de Mayotte et l'administration des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) sont venues parachever l'effort et permettre d'atteindre une masse critique d'activité archéologique dans la zone, si bien que, à la fin de l'année 2016, l'Inrap installe à La Réunion un chargé de mission océan Indien (Motte, Jacquot & Cornec 2018).

Le SRA, composé aujourd'hui d'un conservateur du patrimoine et d'un ingénieur d'études, bénéficie quant à lui du renfort de stagiaires et de vacataires, et du partenariat durable de l'association *archéologies*. Il définit en 2017 une première zone de présomption de prescription archéologique sur la commune de Saint-Paul, berceau du peuplement de l'île au XVII^e siècle, permettant une meilleure prise en compte du patrimoine dans les projets d'aménagement.



Fig. 3. La Réunion, un arbre de la paléoforêt de la Rivière des Galets (2013). © Photographie Édouard Jacquot/direction des affaires culturelles - océan Indien.

Grâce à la multiplication des opérations, l'archéologie peut enfin étudier à plus grande échelle et à travers de nombreuses problématiques les Bas de l'île, cette bande de 5 km depuis les côtes où les occupations humaines se sont le plus développées.

Le fait militaire est documenté par de nouvelles observations sur la Poudrière de Saint-Paul, dont le sol d'origine a été découvert, ainsi que de nombreuses reprises des élévations de ce qui demeure l'un des tous premiers bâtiments en maçonneries de l'île, construit en 1724. À Saint-Denis, rue de la Batterie, les vestiges d'une structure de forme rectangulaire bâtie en matériau périssable sont probablement à mettre en relation avec la dite batterie Rouillé qui participait au système défensif de la ville au XVIII^e siècle. Le fait sanitaire et hospitalier est abordé à Saint-Denis, dans l'emprise de la caserne Lambert, où l'un des bâtiments du lazaret de Petite-Île a été mis au jour. L'opération révèle un édifice très bien conservé, aux murs en moellons liés à la terre, au sol revêtu de carreaux de terre cuite et, d'après l'abondant mobilier céramique, utilisé dans les années 1830-1840 (Cornec 2017a). À Saint-Pierre, les vestiges de l'ancien hôpital de Grand-Bois, dépendant de l'usine sucrière Choppy fondée dans les années 1830, consistent en trois bâtiments en élévation, l'hôpital et ses deux annexes, ceints par un mur de clôture, et un ensemble de murs dessinant une partition des espaces extérieurs (Cornec 2017b). Enfin, l'établissement public de La Providence créé en 1856 à Saint-Denis, qui comprenait



Fig. 4. La Réunion, le four du Quadrilatère Océan à Saint-Denis (2018). © Photographie Patrice Georges/Inrap.

un hospice, un pénitencier et une école professionnelle, est maintenant renseigné par un vaste diagnostic dans le parc actuel qui a révélé de nombreux vestiges, dont ceux de l'église.

La thématique de l'habitat, urbain ou rural, se mêle à celle de l'exploitation agricole ou industrielle. À Saint-Paul, route des Premiers-Français, un diagnostic et une fouille préventive documentent une installation agricole de la seconde moitié du XVIII^e siècle, aux attributs à la fois classiques et inédits. On y relève les vestiges de plusieurs bâtiments et une emprise dédiée à la mise en culture, ainsi que les restes de nombreux animaux enterrés qui restituent la composition de la basse-cour (Cornec à paraître).

Le commerce et l'artisanat sont souvent abordés à travers le mobilier retrouvé sur les sites, sa provenance et les phases d'occupation qu'il permet d'identifier, renseignant sur les échanges et le statut des résidents. Ils le sont aussi parfois par des zones de production. La fouille du Quadrilatère Océan à Saint-Denis (Georges à paraître), qui fut un faubourg au XIX^e siècle, a ainsi révélé la présence d'un four, bâti en briques et galets, qui a servi à la cuisson de briques façonnées sur place: une production de terre cuite architecturale inédite à La Réunion (fig. 4).

Une terre d'avenir

En neuf ans d'existence, le service a dû surmonter une autre épreuve: franchir des seuils de croissance et consolider les moyens garantissant un développement durable

de l'archéologie à La Réunion, sans risque de retour en arrière.

La conservation du mobilier et de la documentation archéologiques a également longtemps été cantonnée à des locaux inadaptés. Fin 2016, l'accroissement opérationnel a permis l'attribution par la préfecture d'un local pour installer un centre de stockage des biens archéologiques mobiliers à Saint-Denis dans le Parc de la Providence, et par le ministère de la Culture l'attribution de moyens pour l'aménager et l'équiper. L'implantation de l'Inrap à La Réunion dans ces locaux permet par ailleurs à la DAC de La Réunion et au DRASSM de confier à l'établissement public, à titre expérimental, une mission de gestion des données scientifiques de l'archéologie (biens mobiliers et documentation de terrain). En 2018 a débuté un grand chantier pour l'enregistrement du mobilier et sa conservation optimale en milieu tropical. En 2019 déjà, les services de l'État à La Réunion envisagent l'ouverture d'un centre plus vaste.

Deux bilans scientifiques régionaux (Jacquot & Motte 2017; Motte & Vidal 2019) rassemblent aujourd'hui les résultats de plus de soixante-dix opérations archéologiques, certaines spectaculaires, d'autres plus discrètes, menées de 2011 à 2018 sous l'égide de l'État dans l'île de La Réunion, littéralement du battant des lames au sommet des montagnes. Les connaissances qu'elles apportent viennent révéler des vestiges, éclairer l'histoire du territoire et stimuler la mémoire de ses habitants.

Le service n'a jamais oublié que sa création avait été demandée à l'administration par les Réunionnais. C'est pourquoi, dès l'origine, le développement de l'archéologie dans l'île s'est adossé à une politique de valorisation auprès des publics, notamment des plus jeunes, en proposant des dispositifs de médiation. Au-delà des publications, communications et expositions temporaires, le service conçoit, réalise et déploie avec ses partenaires des maquettes pédagogiques, par exemple sur la paléofaune de la Rivière des Galets. La DAC et l'Inrap organisent depuis 2012 les Journées nationales de l'archéologie à La Réunion et des portes ouvertes, dans leurs locaux ou sur le terrain, qui accueillent des centaines de visiteurs. Pour donner une unité originale à sa communication, il produit et confie à des professionnels la réalisation d'une série de films documentaires et une collection de documents baptisés «archéologie australe», qui sont régulièrement enrichies et largement diffusées.

Telle est l'archéologie française de l'océan Indien, une politique publique tournée vers les citoyennes, citoyens et futurs citoyens. Ce n'est que solide sur ses bases et parvenue à la hauteur des attentes de ces départements et territoires d'outre-mer qu'elle est enfin en mesure de rayonner dans la zone grâce des collaborations scientifiques internationales, notamment dans le cadre d'un projet autour de l'engagisme, ce mode de recrutement qui visait à remplacer les esclaves affranchis par des travailleurs sous contrat, fédérant l'Inrap, l'université de Stanford et le service régional de l'archéologie.

Bibliographie

- BIZOT, B. ET AL. 2012. *La Réunion, Saint-Paul, Cimetière marin*: rapport de sondages, 2011. Marseille, Département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie, 60 p.
- CORNEC, TH. 2017a. *La Réunion, Saint-Denis, Caserne Lambert, rue de la Caserne*: rapport de diagnostic. Saint-Denis de La Réunion, Inrap Grand Sud-Ouest, 73 p.
- . 2017b. *La Réunion, Saint-Pierre, Grand Bois, rue du Général-de-Gaulle*: rapport de diagnostic. Saint-Denis de La Réunion, Inrap Grand Sud-Ouest, 85 p.
- CORNEC, TH. À PARAÎTRE. *La Réunion, Saint-Paul, route des Premiers-Français*: rapport de fouille préventive. Saint-Denis de La Réunion, Inrap Grand Sud-Ouest.
- DIJOUX, A.-L. ET AL. 2013. *Opération archéologique programmée au Lazaret n° 2*: rapport de sondages archéologiques réalisés en 2012. Saint-Denis de La Réunion, Conseil général de La Réunion, Musée historique de Villèle, Lazaret de la Grande Chaloupe, 169 p.
- DIJOUX, A.-L. 2014. «L'archéologie du marronnage à La Réunion: le site de la "Vallée Secrète" dans le cirque de Cilaos». In: A. DELPUECH & J.-P. JACOB (dir.), *Archéologie de l'esclavage colonial*. Paris, La Découverte/Inrap: 245-260.
- DIJOUX, A.-L. 2016. *Recherche et étude de sites archéologiques de marronnage à l'île de La Réunion*, thèse de doctorat en archéologie. Paris, université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 375 p.
- ETRICH, CH. 2016. *La Réunion, Saint-Paul, Pointe des Aigrettes, Grand Fond*: archéologie d'une sucrerie réunionnaise au XIX^e siècle: rapport de fouille préventive. Bègles, Inrap Grand Sud-Ouest, 248 p.
- FERRANDIS, M. 2016. *La Réunion, Saint-Joseph, Rivière des Remparts, Caverne Lépinay*: rapport de sondage programmé, 2015. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires

culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie; La Plaine-des-Palmistes, Parc national de La Réunion; association archéologies, 56 p.

—. 2018. *Saint-Joseph, Plaine des Remparts, Caverne de Cotte*: rapport de sondages, 2017. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie; association archéologies, 90 p.

GEORGES, P. À PARAÎTRE. *La Réunion, Saint-Denis, Quadrilatère Océan*: rapport de fouille préventive. Bègles, Inrap Grand Sud-Ouest.

GUTIERREZ, M. 2010. *Recherches archéologiques à La Réunion*. Paris, Éditions Sépia, 118 p.

JACQUOT, É. 2011. *La Réunion, archéologie, développement de la mission, année 2010-2011*, rapport. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie; Paris, ministère de la Culture, direction générale des patrimoines, sous-direction de l'archéologie, 12 p.

—. 2014. «De la découverte d'un cimetière d'esclaves à la création d'un service d'archéologie à La Réunion». In: A. DELPUECH & J.-P. JACOB (dir.), *Archéologie de l'esclavage colonial*. Paris, La Découverte/Inrap: 83-94.

JACQUOT, É. & MOTTE, V. (DIR.). 2017. *Bilan scientifique de l'île de La Réunion, 2011-2012-2013-2014-2015*. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie, 192 p.

LACHERY, F. 2018. *Archéobotanique et paléo-environnements à La Réunion (Holocène). Essai de reconstruction de la végétation en milieu anthropisé et naturel*: rapport de stage de master chrono-environnement et paléocologie, université de Montpellier. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie, 52 p.

LEGROS, M. 2018a. *Cap Champagne, vestiges d'une vigie du XVII^e siècle*: rapport de sondages, 2016. Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de

l'archéologie; association archéologies, 92 p.

—. 2018b. *Saint-Denis, les cachots de la Léproserie Saint-Bernard*: rapport de fouille programmée, 2017-2018. Saint-Denis de La Réunion, association ESE, 62 p.

MOTTE, V. ET AL. 2018. *Le projet «Caverne Volcan», Caverne des Lataniers*: rapport de fouille programmée, 2017. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie, 2 vol., 92 et 166 p.

MOTTE, V., JACQUOT, É. & CORNEC, TH. 2018. «L'océan Indien, des terres nouvelles pour l'archéologie», *Les nouvelles de l'archéologie*, 150: 52-58.

MOTTE, V. & VIDAL, J. (DIR.). 2019. *Bilan scientifique de l'île de La Réunion, 2016-2017-2018*. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles de La Réunion, service régional de l'archéologie, 134 p.

PEIXOTO, X. ET AL. 2016. *Saint-Paul, le Vieux Saint-Paul*: rapport de sondages, 2015. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie; association archéologies, 66 p.

PRIÉ, M. 2016. *Recherches autour des anciens puits de Saint-Philippe (La Réunion), le Puits des Français et le Puits dit arabe*: rapport de prospection, relevés archéologiques et recherches documentaires, 2014. Saint-Denis de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie, 101 p.

RIBES-BEAUDEMOULIN, S., LEQUETTE, B., JACQUOT, É. ET AL. 2016. *La paléofaune de la Rivière des Galets*: rapport synthétique de prélèvement paléobotanique, 2013. Saint-Denis de La Réunion, Muséum d'histoire naturelle de La Réunion, Direction des affaires culturelles - océan Indien, service régional de l'archéologie; La Plaine-des-Palmistes, Parc national de La Réunion; association archéologies, 84 p.

ROMON, TH. 2013. *La Réunion, La Possession, nouvelle route du littoral, aire de repos de La Possession (tranche 2)*: rapport de diagnostic, 2012. Gourbeyre, Inrap Grand Sud-Ouest, 64 p.